



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/51/654
S/1996/909
4 novembre 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante et unième session
Point 39 de l'ordre du jour
LA SITUATION EN AFGHANISTAN ET
SES CONSÉQUENCES POUR LA PAIX
ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante et unième année

Lettres identiques datées du 4 novembre 1996, adressées au
Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité
par le Ministre afghan des affaires étrangères par intérim

Comme suite à ma lettre datée du 18 octobre 1996 (A/51/527-S/1996/863),
j'ai l'honneur de porter d'urgence à votre attention les faits suivants :

Depuis 1994, année qui a marqué le début du conflit dans la capitale,
Kaboul, et dans plusieurs provinces du pays, l'État islamique d'Afghanistan vous
a adressé de nombreuses communications concernant l'une des principales causes à
laquelle est imputable la poursuite du conflit en Afghanistan; dans presque tous
les cas, le texte de ces communications, à la demande du Gouvernement afghan, a
été distribué comme document officiel du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée
générale.

Il vaut la peine de noter que toutes ces communications ont mis
systématiquement l'accent sur l'intervention des cercles pakistanais, en
particulier les services de renseignements, et leur implication directe dans le
conflit en Afghanistan, une réalité que l'Organisation des Nations Unies n'a pas
encore explicitement admise. Ce refus de se rendre à l'évidence, que certains
responsables de l'ONU ont justifié en se contentant d'invoquer le "manque de
preuves concrètes", n'a pu que contrecarrer les efforts déployés par l'ONU pour
mettre un terme à l'intervention pakistanaise. Les rapports successifs émanant
de l'État islamique d'Afghanistan dans lesquels celui-ci indiquait qu'il avait
fait prisonniers de nombreux éléments pakistanais n'ont pas rencontré d'écho à
l'ONU. Le même accueil a été réservé aux demandes sollicitant l'envoi en
Afghanistan d'une mission d'enquête suite aux informations faisant état de
l'intervention du Pakistan.

Toutefois, la résolution 1076 (1996) que le Conseil de sécurité a adoptée à
l'unanimité le 22 octobre 1996, et dans laquelle il mentionne, au paragraphe 3,
"l'intervention de personnel militaire étranger" en Afghanistan, a été
accueillie partout dans le monde avec gratitude et satisfaction.

96-30332 (F) 051196 051196

/...



Aujourd'hui, une révélation capitale apporte la lumière sur des faits restés trop longtemps cachés. Pour la première fois, l'État islamique d'Afghanistan peut invoquer des "preuves concrètes" de l'intervention effective de soldats pakistanais armés, capturés après l'attaque récente des Taliban contre Kaboul. Un journaliste indépendant, Edward Barnes, qui s'est rendu dans la vallée du Panjshir, a pu rencontrer des soldats pakistanais détenus dans une prison – ils étaient au nombre de 26 – et interviewer deux d'entre eux. Leur interview est publié, avec des photos, dans le magazine Time du 4 novembre 1996 (voir annexe). L'un des deux, Khaled Mohammed Zai, qui se dit membre d'une unité paramilitaire islamique pakistanaise basée à Kulty Chawni, dans la province pakistanaise du Penjab, déclare que "son unité était placée sous l'autorité des services de renseignements pakistanais et que la mission qui lui avait été confiée à lui ainsi qu'au millier de combattants pakistanais infiltrés en Afghanistan au cours des deux derniers mois consistait à "se joindre au combat et à parvenir à occuper un poste influent". Selon ses propres affirmations, l'intéressé "avait été amené de l'autre côté de la frontière par des véhicules militaires pakistanais et, une fois à Kaboul, il avait reçu, le 27 septembre 1996, des instructions et de l'argent d'officiers supérieurs pakistanais dans la capitale". Il déclare avoir été capturé le 13 octobre 1996 près du défilé de Salang.

On sait, d'après de nombreuses sources dignes de foi, que les Taliban empêchent les correspondants de presse étrangers de se rendre sur leurs lignes de front autour de Kaboul, parce qu'ils craignent que ceux-ci ne révèlent la présence de matériel militaire pakistanais déployé par les Pakistanais qui combattent contre les forces gouvernementales.

Au nom de la nation afghane, dont le martyre se poursuit depuis trop longtemps dans le silence, je sou mets par votre intermédiaire les "preuves concrètes" susmentionnées à l'Organisation des Nations Unies, qui est un symbole d'espoir pour les membres faibles et opprimés de la famille mondiale, et je compte fermement que les mesures ci-après seront prises :

1. Sur la base des enquêtes et rapports de correspondants indépendants faisant état de l'intervention militaire directe du Pakistan en Afghanistan, et comme suite aux conclusions de la Mission spéciale des Nations Unies en Afghanistan, chargée, aux termes du paragraphe 13 de la résolution 1076 (1996) du Conseil de sécurité, de rendre compte de la situation politique, militaire et humanitaire en Afghanistan, le Conseil doit établir s'il y a eu rupture de la paix et agression de la part du Pakistan contre l'Afghanistan, et décider des mesures à prendre contre l'agresseur, conformément aux dispositions de l'Article 39 du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

2. À cette fin, M. Norbert Holl, chef de la Mission spéciale des Nations Unies en Afghanistan, doit inspecter sans tarder la région et inclure dans le rapport qu'il soumettra au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale les conclusions de ses investigations en ce qui concerne le personnel militaire pakistanais capturé par les forces armées de l'État islamique d'Afghanistan, personnel dont la présence permet d'élucider la cause réelle de la poursuite du conflit en Afghanistan.

/...

L'État islamique d'Afghanistan est convaincu qu'en procédant ainsi, on mettra en lumière un facteur qui a constitué l'un des principaux éléments responsables de la poursuite du conflit et du bain de sang en Afghanistan et qui a fait obstacle aux efforts déployés par l'ONU et l'Organisation de la Conférence islamique pour ramener la paix et la stabilité complète dans le pays ravagé par la guerre.

Pour l'heure, les faits mentionnés ci-dessus prouvent que les milices des Taliban se sont emparées de la capitale, Kaboul, et, auparavant, de diverses provinces, grâce à l'intervention militaire directe du Pakistan. Par conséquent, en vertu des normes internationales admises, les Taliban doivent être reconnus pour ce qu'ils sont – un groupe de mercenaires et un produit de l'intervention étrangère – et ne doivent donc pas être traités d'une façon qui puisse leur donner à penser qu'ils sont tolérés par la communauté mondiale.

J'aimerais également attirer votre attention sur le fait que les Taliban, ces mercenaires, n'ont aucun caractère représentatif. Ils se heurtent à une résistance massive à l'intérieur du pays. Néanmoins, les différentes personnalités des Taliban n'ont cessé de rejeter le processus de paix des Nations Unies. Il n'existe pas de gouvernement des Taliban. Les déclarations que font certaines de leurs personnalités sont contredites, ou du moins ne sont pas confirmées par les autres membres des Taliban.

Outre les violations massives et systématiques des droits de l'homme dont se sont rendus coupables les Taliban, en particulier en ce qui concerne les droits des femmes, nombre de personnalités des Taliban ont rejeté d'emblée les principes de la démocratie, notamment le principe des élections libres, comme étant contraire à leur idéologie (voir Al-Mujallah, magazine arabe, daté du 16 octobre 1996).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 39 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Je sais que vous souhaitez au plus haut point voir la paix et la stabilité complètement rétablies en Afghanistan et vous en suis vivement reconnaissant.

Le Ministre des affaires étrangères
par intérim

(Signé) Abdul Rahim GHAFOORZAI

/...

WORLD

Friends of the Taliban

As fighting nears Kabul, two POWs tell TIME that Pakistan sent soldiers to help the extreme Islamists

By **EDWARD BARNES** PANJSHIR VALLEY

THE 26 MEN SIT IN GRIM ISOLATION, huddled in a darkened cell of a former Soviet-built prison deep in northern Afghanistan's Panjshir Valley. They are sequestered from nearly 600 other prisoners, but even if they were allowed to mingle, they would still stand apart. The style of their clothes, the color of their skin, their very language mark them as outsiders. They are not Afghans. They are Pakistanis, captured while fighting against the forces of the Afghan government that was driven from the capital five weeks ago by the group of Islamic fighters known as the Taliban. The presence of these foreign supporters of the Taliban, claim officials at the prison, is hard proof that Pakistan, a U.S. ally, has arrogated for itself a more extensive role in Afghanistan's war than has ever been acknowledged.

Even before the Taliban's victorious drive on Kabul, the ousted government had long insisted that the student-led band of Muslim warriors were actively backed by Pakistan's Inter-Services Intelligence Agency (ISI) and by some members of the country's powerful military. The motive: gaining some influence over a neighbor with whom it shares a long and exceeding-

ly porous border. Prime Minister Benazir Bhutto has denied any involvement, but in late September, Naseerullah Babar, Pakistan's Interior Minister, flew to Afghanistan to work out a settlement between the Taliban and the most powerful of the Afghan warlords. While that seemed to support suspicions, the stories told by several of the prisoners in the Panjshir, if true, would constitute the first direct evidence that Islamabad's involvement with the war-riven nation to the west extends to recruiting Pakistanis and paying them to fight alongside the Taliban.



IN JAIL: Pakistani Zahid, left, and Zai acknowledged their mission

Khalid Mohammed Zai, 22, was a member of an Islamic paramilitary unit, based in Kuly Chawni in Pakistan's Punjab province. He says his unit was under the control of the ISI, and his mission, as it was explained to him and 1,000 other Pakistani fighters he says entered Afghanistan during the past two months, was to "go as a fighter and rise to a high position of influence." He was transported across the border by Pakistani military vehicles and, once in Kabul, received orders and money from the senior Pakistani officer in Kabul, a man named Naser. Zai was in the forefront of the Taliban troops who swept into Kabul on Sept. 27 and pushed the armies of Ahmad Shah Massoud, the for-

mer government's army commander, into the hills surrounding the capital. Zai was captured Oct. 13 near the Salang Pass, the high-water mark of the Taliban effort to drive Massoud's forces from the region. The campaign turned disastrous when Massoud retreated until the Taliban had stretched their lines dangerously thin. Then the Lion of Panjshir turned and abruptly struck at their flanks, a tactic he had used many times against the Soviets.

The momentum of this counterattack carried Massoud's forces through the village of Charikar, where Mohammed Zahid Pashtun, 26, another Pakistani fighter, was stationed. A devout Muslim and former engineering student, Zahid says he signed up for combat duty with a Pakistani intelligence officer and was given 40 days of training. He eventually reached Charikar, where Afghan civilians, who initially welcomed the Taliban, revoked after just 11 days of repressive rule, outraged by a draconian regime that bars women from working outside the home. Also outlawed are movies, music and chess. Captured, he now says he regrets his role. "I heard and saw how the Taliban treated people. If I get home again, I will tell people that the Taliban are not true Islam."

While Massoud is eager to drive them out, the Taliban have sworn they will not leave Kabul. Massoud, an ethnic Tajik, is aided by the Taliban's plummeting popularity, but the key to his offensive is his tenuous alliance with Abdul Rashid Dostum, a powerful Uzbek warlord, who is with Massoud's forces battling the Taliban near Kabul. The tribal nature of the conflict has always complicated the fighting. Last week the Taliban, mostly ethnic Pashtun, were going house to house in Kabul in search of Tajiks and Uzbeks. Pakistan's meddling can only worsen the hostilities, and the lines of refugees will stretch deep into the winter. —With reporting by Meenakshi Ganguly/
New Delhi and Lewis M. Simons/Washington